

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2019.

Art. 14. De Minister bevoegd voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 juni 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, de Justitiehuisen, Sport en de Promotie van Brussel,
R. MADRANE

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/14076]

17 JUILLET 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités d'octroi des indemnités de vacation allouées aux membres, Présidents et experts de la Commission d'examen de langue française, de la Commission d'examen de langue néerlandaise, de la Commission d'examen de langue allemande, de la Commission de langue anglaise, du jury habilité à délivrer le certificat de connaissance approfondie d'une langue en vue de l'enseignement de cours en langue d'immersion, de la commission d'examen linguistique pour les professeurs des cours artistiques dans l'enseignement artistique, de la Commission d'équivalence des titres, diplômes et certificats d'études supérieures délivrés à l'étranger et de la Commission des titres pour l'accès aux fonctions enseignantes

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 2003 portant des dispositions générales relatives à l'enseignement en langue d'immersion et diverses mesures en matière d'enseignement, article 1^{er}, § 5, alinéa 1^{er}, in fine ;

Vu le décret du 3 février 2006 relatif à l'organisation des examens linguistiques, article 38, in fine ;

Vu le décret du 19 octobre 2017 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions enseignantes dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé, artistique, de promotion sociales et supérieur non universitaire, secondaire artistique à horaire réduit de la Communauté française, article 10 ;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1970 relatif à l'organisation des examens linguistiques pour les professeurs des cours artistiques dans l'enseignement artistique, article 11 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 janvier 2013 relatif aux modalités de fonctionnement de la Commission des titres pour l'accès aux fonctions dans l'enseignement, article 7 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juin 2016 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des titres, diplômes et certificats d'études supérieures délivrés à l'étranger, article 21 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 juillet 2019 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juillet 2019 ;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Commission d'examen de langue française : commission visée à l'article 1^{er} décret du 3 février 2006 relatif à l'organisation des examens linguistiques ;

2° Commission d'examen de langue néerlandaise : commission visée à l'article 1^{er} décret du 3 février 2006 relatif à l'organisation des examens linguistiques ;

3° Commission d'examen de langue allemande : commission visée à l'article 1^{er} décret du 3 février 2006 relatif à l'organisation des examens linguistiques ;

4° Commission de langue anglaise : commission visée à l'article 1^{er} décret du 3 février 2006 relatif à l'organisation des examens linguistiques ;

5° Jury habilité à délivrer le certificat de connaissance approfondie d'une langue en vue de l'enseignement de cours en langue d'immersion : jury visé à l'article 1^{er} du décret du 17 juillet 2003 portant des dispositions générales relatives à l'enseignement en langue d'immersion et diverses mesures en matière d'enseignement ;

6° Commission d'examen linguistique pour les professeurs des cours artistiques dans l'enseignement artistique : commission visée à l'article 11 de l'arrêté royal du 22 avril 1970 relatif à l'organisation des examens linguistiques pour les professeurs des cours artistiques dans l'enseignement artistique ;

7° Commission d'équivalence des titres, diplômes et certificats d'études supérieures délivrés à l'étranger : commission visée à l'article 16 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juin 2016 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des titres, diplômes et certificats d'études supérieures délivrés à l'étranger ;

8° Commission des titres pour l'accès aux fonctions enseignantes : commission visée à l'article 8 décret du 19 octobre 2017 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions enseignantes dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire, secondaire artistique à horaire réduit de la Communauté française.

Art. 2. Les membres du jury habilité à délivrer le certificat de connaissance approfondie d'une langue en vue de l'enseignement de cours en langue d'immersion bénéficient d'une indemnité de vacation s'élevant à 50 euros par jour.

Art. 3. § 1^{er}. Les membres de la Commission d'examen de langue française, de la Commission d'examen de langue néerlandaise, de la Commission d'examen de langue allemande et de la Commission de langue anglaise bénéficient d'une indemnité de vacation s'élevant à 50 euros par jour.

§ 2. Les présidents, s'ils sont extérieurs au Ministère de la Communauté française, de la Commission d'examen de langue française, de la Commission d'examen de langue néerlandaise, de la Commission d'examen de langue allemande et de la Commission de langue anglaise, bénéficient d'une indemnité de vacation s'élevant à 50 euros par jour.

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives*

Art. 4. Un article 21bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juin 2016 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des titres, diplômes et certificats d'études supérieures délivrés à l'étranger :

« Article 21bis. § 1^{er}. Les membres et experts bénéficient d'une indemnité de vacation s'élevant à 50 euros par jour.

§ 2. Les présidents bénéficient d'une indemnité de vacation s'élevant à 50 euros par jour. ».

Art. 5. Dans l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 janvier 2013 relatif aux modalités de fonctionnement de la Commission des titres pour l'accès aux fonctions dans l'enseignement, la phrase « Le mandat des présidents et des membres est gratuit. » est remplacée par ce qui suit « Les membres et experts, s'ils sont extérieurs au Ministère de la Communauté française, bénéficient d'une indemnité de vacation s'élevant à 50 euros par jour. ».

Art. 6. Un article 22bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 22 avril 1970 relatif à l'organisation des examens linguistiques pour les professeurs des cours artistiques dans l'enseignement artistique :

« Article 22bis. Les membres bénéficient d'une indemnité de vacation s'élevant à 50 euros par jour. ».

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 8. Le Ministre de l'Enseignement supérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 juillet 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/14076]

17 JULI 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de toekenning van een vacatievergoeding aan de leden, de Voorzitters en deskundigen van de Examencommissie Franse taal, de Examencommissie Nederlandse taal, de Examencommissie Duitse taal en de Commissie Engelse taal, de examencommissie die bevoegd is om het getuigschrift van grondige kennis van een taal uit te reiken met het oog op het onderwijzen van taalbadcursussen, de taalexamencommissie voor leraren artistieke vakken in het kunstonderwijs, de Commissie voor de gelijkwaardigheidsverklaring van in het buitenland uitgereikte bekwaamheidsbewijzen, diploma's en getuigschriften van het hoger onderwijs en de Commissie voor de bekwaamheidsbewijzen voor de toegang tot onderwijsambten

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 2003 houdende algemene bepalingen betreffende het onderricht in een taal via onderdompeling en verschillende maatregelen inzake onderwijs, artikel 1, § 5, eerste lid, in fine;

Gelet op het decreet van 3 februari 2006 betreffende organisatie van taalexamens, artikel 38, in fine;

Gelet op het decreet van 19 oktober 2017 betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties voor de uitoefening van ambten van het onderwijzend personeel in de inrichtingen voor voorschools, lager en secundair gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet universitair hoger onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap, artikel 10;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 1970 betreffende de organisatie van de taalexamens voor de leraars artistieke vakken in het kunstonderwijs, artikel 11;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 januari 2013 betreffende de nadere regels voor de werking van de Commissie voor de bekwaamheidsbewijzen voor de toegang tot de ambten in het onderwijs, artikel 7;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 juni 2016 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse attesten, diploma's en getuigschriften van het hoger onderwijs, artikel 21;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, verleend op 4 juli 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 17 juli 2019;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° Examencommissie Franse taal: de commissie bedoeld in artikel 1 van het decreet van 3 februari 2006 betreffende de organisatie van taalexamens;

2° Examencommissie Nederlandse taal: de commissie bedoeld in artikel 1 van het decreet van 3 februari 2006 betreffende de organisatie van taalexamens;

3° Examencommissie Duitse taal: de commissie bedoeld in artikel 1 van het decreet van 3 februari 2006 betreffende de organisatie van taalexamens;

4° Commissie Engelse taal: de commissie bedoeld in artikel 1 van het decreet van 3 februari 2006 betreffende de organisatie van taalexamens;

5° Examencommissie bevoegd om het getuigschrift van grondige kennis van een taal uit te reiken om taalbadcursussen te onderwijzen: de examencommissie bedoeld in artikel 1 van het decreet van 17 juli 2003 houdende algemene bepalingen betreffende het onderricht in een taal via onderdompeling en verschillende maatregelen inzake onderwijs;

6° Taalexamencommissie voor leraars artistieke vakken in het kunstonderwijs: de commissie bedoeld in artikel 11 van het koninklijk besluit van 22 april 1970 betreffende de organisatie van de taalexamens voor de leraars artistieke vakken in het kunstonderwijs;

7° Commissie voor de gelijkwaardigheidsverklaring van in het buitenland uitgereikte bekwaamheidsbewijzen, diploma's en getuigschriften van het hoger onderwijs: de commissie bedoeld in artikel 16 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 juni 2016 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse attesten, diploma's en getuigschriften van het hoger onderwijs;

8° Commissie voor bekwaamheidsbewijzen voor de toegang tot de ambten in het onderwijs: de commissie bedoeld in artikel 8 van het decreet van 19 oktober 2017 betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties voor de uitoefening van ambten van het onderwijzend personeel in de inrichtingen voor voorschools, lager en secundair gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet universitair hoger onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap.

Art. 2. De leden van de examencommissie die bevoegd zijn om het getuigschrift van grondige kennis van een taal uit te reiken met het oog op het onderwijzen van taalbadcursussen ontvangen een vacatievergoeding van 50 euro per dag.

Art. 3. § 1. De leden van de Examencommissie Franse taal, de Examencommissie Nederlandse taal, de Examencommissie Duitse taal en de Commissie Engelse taal ontvangen een vacatievergoeding van 50 euro per dag.

§ 2. Op voorwaarde dat zij niet afkomstig zijn van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, genieten de voorzitters van de Examencommissie Franse taal, de Examencommissie Nederlandse taal, de Examencommissie Duitse taal en de Commissie Engelse taal een vacatievergoeding van 50 euro per dag.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 4. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 juni 2016 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse attesten, diploma's en getuigschriften van het hoger onderwijs, wordt een artikel 21 bis ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Artikel 21bis. § 1. Leden en deskundigen genieten een vacatievergoeding van 50 euro per dag.

§ 2. De voorzitters genieten een vacatievergoeding van 50 euro per dag. ».

Art. 5. In artikel 7 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 januari 2013 betreffende de nadere regels voor de werking van de Commissie voor de bekwaamheidsbewijzen voor de toegang tot de ambten in het onderwijs, wordt de zin "Het mandaat van de voorzitters en de leden wordt niet vergoed." vervangen door hetgeen volgt: "De leden en deskundigen, als zij niet afkomstig zijn van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, genieten een vacatievergoeding van 50 euro per dag. ».

Art. 6. In het koninklijk besluit van 22 april 1970 betreffende de organisatie van de taalexamens voor de leraars artistieke vakken in het kunstonderwijs, wordt een artikel 22bis ingevoegd luidend als volgt:

"Artikel 22bis. De leden ontvangen een vacatievergoeding van 50 euro per dag. ».

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 8. De Minister van Hoger Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 juli 2019.

De Minister-President, bevoegd voor Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2019/203810]

10. MAI 2019 — Ministerieller Erlass zur Festlegung der für die Gewährleistung einer individuellen Berufsausbildung in einem Unternehmen oder eines Einstiegspraktikums erforderlichen Angaben

Die Vize-Ministerpräsidentin, Ministerin für Kultur, Beschäftigung und Tourismus,

Aufgrund des Dekrets vom 17. Januar 2000 zur Schaffung eines Arbeitsamtes in der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Artikel 2 § 1 Nummern 2, abgeändert durch das Dekret vom 25. April 2016, Artikel 2 § 2 Absatz 1 und Artikel 2 § 5, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juni 2007;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 13. Dezember 2018 über Berufsausbildungen für Arbeitsuchende, Artikel 37 Absatz 4 und Artikel 44 Absatz 5;